

De quelle écologie avons-nous besoin ? À propos d'André Gorz

☞ contretemps.eu/ecologie-gorz-anticapitalisme-democratie-decroissance-revenu-universel

27 novembre
2020

Céline Marty De quelle écologie avons-nous besoin ? À propos d'André Gorz 2020-11-27T09:18:28+00:00
Lire hors-ligne :

André Gorz, *Leur écologie et la nôtre. Anthologie d'écologie politique*, Paris, Le Seuil, 2020, 384 p., 22 euros.

Dans le contexte actuellement très animé des recherches écologiques[1], il est utile de revenir aux textes et auteurs pionniers de l'écologie politique. À l'heure où le capitalisme tente de s'approprier l'impératif écologique en le transformant en *greenwashing* et en injonctions morales individuelles pour détourner l'attention de ses causes structurelles, il est important de rappeler qu'une partie de l'écologie politique s'est construite comme projet de civilisation radicalement différent, en rupture avec la société capitaliste.

C'est ce que permet la publication récente de l'anthologie de textes d'écologie politique d'André Gorz, l'un des fondateurs en France de l'écologie politique et de la décroissance. Ce travail d'édition réalisé par Françoise Gollain et Willy Gianinazzi, principaux passeurs de sa pensée en France, est précieux, car la grande majorité des textes rassemblés n'était plus disponible. Du nucléaire au gaspillage, de la critique de la technocratie à celle du travail, de l'écofascisme à la démocratie, ces textes de 1964 à 2006 exposent de façon complète son anticapitalisme écologique, que présente synthétiquement l'introduction du recueil.

L'actualité éditoriale rencontre aussi l'actualité politique puisque le reconfinement de l'automne 2020 offre une deuxième raison de se tourner vers les textes de Gorz. En effet, un débat public s'est ouvert sur la question des commerces et besoins essentiels. Or, Gorz soulevait déjà cette question dans les années 1960 : de quelle production sociale avons-nous besoin ? Comment ôter au capitalisme le pouvoir de détermination de la production, qu'il utilise pour maximiser ses profits plutôt que pour satisfaire les



besoins sociaux ? Si toute production et consommation est toujours destruction de ressources finies, alors il faut choisir la production sociale à privilégier : comment déterminer une production sociale capable de satisfaire les besoins sociaux et compatible avec les exigences écologiques ?

On va voir que l'écologie gorzienne est une écologie 1) humaniste, dans la tradition existentialiste et phénoménologique, plutôt que sacralisant la nature, 2) démocratique plutôt que technocratique 3) anticapitaliste plutôt qu'apolitique 4) décroissante et fondée sur l'autolimitation de nos besoins et de la production 5) applicable par un revenu universel.



Une écologie phénoménologique et anthropologique

La spécificité de la pensée écologique d'André Gorz tient au cadre philosophique propre à cet auteur, d'origine autrichienne, arrivé à Paris aux lendemains de la Seconde Guerre Mondiale et qui s'inscrit aux confluents du marxisme et de la phénoménologie existentialiste. C'est une pensée qu'on pourrait dire, à l'instar de ces courants, « humaniste », non parce qu'elle idéaliserait l'humain ou se référerait à une nature humaine, mais parce qu'elle met l'accent sur la place spécifique des êtres humains dans le monde, spécificité qui l'oblige à s'engager vis-à-vis d'enjeux éthiques et politiques.

Gorz s'oppose à une écologie réactionnaire qui sacralise la nature et qui condamne l'*hybris* de l'homme prométhéen qui aurait été dépassé par une puissance technique non maîtrisée[2]. On en trouve une incarnation chez l'heuristique de la peur d'Hans Jonas[3], solution infantilissante et autoritaire aux dangers qui seraient provoqués

exclusivement par la technique humaine – et non le mode de production capitaliste qui la détermine. En France, *La Nouvelle Droite*, courant de la droite radicale, critique dans les années 1980 le monde industriel parce qu'il provoque la décadence spirituelle et la perte de la terre, « donatrice primordiale de l'élément nourricier et ordonnatrice d'un mode de civilisation traditionnelle que la révolution industrielle n'aura de cesse de transformer en un "monde perdu" dont le romantisme eut, le premier, la nostalgie»^[4].

Pour Gorz, il n'est pas question de sacrifier la nature, qui n'est pas un agent moral et qui ne dispose pas de « droits naturels ». Ce sont les êtres humains, en tant qu'êtres conscients capables de projets, qui sont chargés de la responsabilité morale de la conservation de leur environnement, condition de leur expérience: l'écologie est donc une affaire spécifiquement humaine.

« Je suis en effet sciemment anthropocentrique dans la mesure où, à mon sens, seuls les êtres humains sont capables de poursuivre intentionnellement des fins qu'ils définissent eux-mêmes, y compris celle de sauver la biosphère des conséquences de leurs propres actions. Il s'agit ici, une fois encore, du problème du Sujet, c'est-à-dire de notre aptitude à la réflexivité et à la mise en question de nos intentions et de nos buts. A chaque fois que le statut de Sujet ainsi défini est attribué à Dieu, à la Vie, à la Planète, à l'Ecosystème (...) autrement dit au-delà des êtres humains, nous avons affaire à un anti-humanisme qui constitue le terreau idéal sur lequel la dictature, l'oppression, le totalitarisme peuvent fleurir»^[5].

Pourquoi faudrait-il protéger le milieu de vie des hommes ? L'héritage phénoménologique de Gorz se manifeste dans cette prise en compte des conditions de possibilité de l'expérience humaine que l'impératif écologique doit préserver. Ces conditions matérielles, celles du milieu dans lequel les humains agissent, sont mises en danger à la fois par les changements climatiques mais aussi les structures sociales et techno-politiques qui cherchent à les accaparer. Gorz rappelle qu'historiquement l'écologie s'est incarnée dans des protestations citoyennes contre la confiscation de l'espace public par des méga-industries qui tentaient d'imposer des structures sociales d'organisation de l'espace – centres commerciaux, complexes industriels, réseau routier, banlieues pavillonnaires :

« Ce mouvement n'est pas né initialement d'un souci de "défense de la nature" mais d'une résistance à l'appropriation privée et à la destruction de ce bien commun par excellence qu'est le monde vécu [qui] s'opposait tant aux mégatechnologies qu'à la spéculation foncière ou aux administrations qui dépossédaient les habitants de leur milieu de vie par les pollutions chimiques et sonores, le bétonnage, la raréfaction de richesses premières gratuites telles que la lumière, l'air, l'eau, le silence, l'espace, la végétation, etc. »^[6]

Pour Gorz, l'écologie politique authentique est ancrée dans l'existence sensible, dans laquelle se joue la lutte contre la destruction de l'espace commun et les formes de domination politique.

Une écologie anti-autoritaire

Historiquement, l'écologie s'est donc organisée contre l'imposition de formes de domination du milieu de vie : pour Gorz, cette revendication originaire d'autonomie est constituante de l'écologie, qui ne peut, ce faisant, être autoritaire. Mais ce projet écologique d'autonomie n'est pas un projet individualiste, qui individualiserait la responsabilité de la préservation de nos conditions de vie. Ainsi, Gorz se distingue de Jonas, qui non seulement moralise et individualise l'impératif écologique, mais aussi qui accepterait une tyrannie écologique bienveillante où un idéal écologique abstrait justifierait tout type de politique.

Au nom de cette exigence d'autonomie, Gorz s'oppose à toute forme d'instrumentalisation technique et de dépolitisation de l'écologie : l'organisation de nos modes de production, de consommation et de nos ressources énergétiques est toujours affaire de choix politiques à déterminer collectivement. Gorz rappelle qu'il n'existe aucun déterminisme technologique tel qu'une invention scientifique ou technique provoquerait nécessairement des transformations productives dans une direction. Il rejoint ainsi les thèses de Gilbert Simondon, qui montre qu'il ne suffit pas qu'un potentiel technique soit rendu disponible par certaines découvertes pour qu'il soit actualisé et utilisé en pratique. Pour Gorz, l'évolution technique reflète et détermine en retour les dimensions du social : elle s'insère dans les rapports de production capitalistes et elle est déterminée par les impératifs, dictés par le capital, de contrôle de la main d'œuvre et de maximisation de la production.

Présenter l'organisation de la production, de la consommation ou des ressources énergétiques comme des questions purement techniques ou économiques conduit, d'une part, à dépolitiser des enjeux politiques à venir et d'autre part, à nier les raisons politiques des choix antérieurs. Premièrement, Gorz dénonce l'imposition de choix politiques par des experts acquis à l'industrie capitaliste, comme dans le cas du nucléaire, privilégié face aux énergies renouvelables parce qu'il permettait la concentration du capital, de la production et de la main d'œuvre et, partant, la concentration du pouvoir économique, social et politique. Deuxièmement, il rappelle que les moulins à vent, que chacun pouvait avoir près de chez soi pour moudre son blé, ont été remplacés par les moulins à eau parce qu'ils permettaient de mieux contrôler la main d'œuvre et les conditions de la production – interprétation qu'Andreas Malm fait aussi du remplacement des moulins à eau par le charbon[7]. Il conclut que

« quand ils choisissent une technologie, la grande compagnie ou l'entrepreneur ne recherchent pas seulement l'efficacité technique mais aussi un monopole local et régional et un pouvoir de contrôle conféré par une technologie donnée »[8].

C'est pourquoi il critique la « technocratie » qui utilise « la technologie pour renforcer et développer la centralisation du pouvoir »[9]. Elle est rendue possible par le gigantisme des complexes industriels hiérarchisés qui empêche les travailleurs et les citoyens de participer à la prise de décision dans des secteurs qui touchent pourtant à leur milieu de vie, comme les ressources énergétiques ou la production industrielle.

Il met alors en garde contre l'« écofascisme », où une prétendue écologie « scientifique » fonderait idéologiquement la gestion bureaucratique ou autoritaire de l'impératif écologique, en déterminant par exemple les seuils de pollution écologiquement supportables pour ne pas compromettre les capacités auto-régénératrices de l'écosphère. Cette approche rationnelle des ressources serait en fait une extension du pouvoir techno-bureaucratique qui abolit l'autonomie du politique en faveur de l'expertocratie. Quels sont alors les critères pour distinguer les choix technologiques autoritaires des autres ?

« Fondamentalement, tous les choix technologiques qui ne peuvent pas être expérimentés, expliqués, débattus publiquement et évalués en fonction de leurs conséquences sociales et économiques avant qu'ils ne soient devenus irrévocables renforcent la technocratie, et affaiblissent et moquent la démocratie »[10].

Mais comment doit s'organiser ce débat ? Une concertation publique sur la 5G suffit-elle vraiment à garantir le caractère démocratique de cette prise de décision ?

Si l'impératif écologique ne peut être géré de façon autoritaire ou technocratique, alors

« le problème qui se pose à l'écologie politique est (donc) celui des *modalités pratiques* qui permettent la prise en compte des exigences de l'écosystème par le jugement propre d'individus autonomes, poursuivant leur propre fin au sein de leur monde vécu »[11].

Gorz propose donc un projet écologique appropriable par les individus qui consiste dans une réduction de la sphère marchande, par une transformation de la production sociale et une réduction du temps de travail, pour favoriser le développement d'activités et de formes de vie hors du marché. C'est seulement ainsi que le public démocratique trouvera le temps et l'intérêt de s'engager dans les débats sur l'organisation de la production et les questions écologiques afférentes de dépenses énergétiques de nos sociétés et de coût écologique. Le projet gorzien d'affranchissement du travail capitaliste et de la sphère marchande créerait alors un cercle vertueux : en désengageant le travail de la croissance productive incessante et de la rentabilité, on prend déjà la voie d'une politique écologique de production, et on laisse aux travailleurs le temps de participer au débat démocratique pour confirmer et accentuer cette transition.

Une écologie anticapitaliste, critique de la production et du travail

Gorz rassemble les critiques écologique et marxiste en identifiant la « logique accumulatrice et productrice » capitaliste comme destructrice des ressources naturelles limitées. L'œuvre de Gorz s'oppose ainsi aux récits dépolitisés sur l'environnement, l'anthropocène ou l'effondrement, que critique aussi Andreas Malm. Ainsi, face à la catastrophe écologique résultant du mode de production capitaliste, il propose un modèle alternatif de civilisation, incompatible avec les mythes d'un capitalisme vert ou sans croissance parce qu'elle « attaque la production capitaliste au niveau de son but immanent : l'accroissement continu du capital » :

« C'est que l'écologie, par les paramètres nouveaux qu'elle introduit dans le calcul économique, est, virtuellement, une discipline foncièrement anticapitaliste et subversive. Alors que le seul optimum que connaît la comptabilité capitaliste est l'accroissement du capital, le profit, l'écologie introduit des paramètres extrinsèques : le ménagement optimal des ressources naturelles, de l'environnement, des équilibres biologiques ; la recherche du maximum de durabilité, de valeur d'usage et non plus de valeur d'échange ; la satisfaction et l'épanouissement optimal des hommes dans leur travail et hors du travail, et non plus le rendement et la productivité maximale du travail du point de vue du capital. »[12]

Les recherches contemporaines en écologie questionnent peu le travail et son idéologie productiviste, alors que c'est une activité destructrice de ressources et incitation idéologique à produire toujours plus. En effet, la transformation écologique de la production impliquerait une hausse du travail vivant pour deux raisons : à la fois pour compenser la réduction de l'usage des machines en raison de la réduction de la consommation des ressources énergétiques mais aussi pour satisfaire de nouvelles activités autour de la production, comme l'entretien et le recyclage. On entend ainsi parfois que la transition écologique impliquera de travailler plus pour sauver nos conditions de vie. Le projet décroissant de Gorz ne va pas en ce sens.

Gorz rassemble critique écologique et critique du travail dès les années 1970, après avoir pris acte du gaspillage de la surproduction déterminée par les seuls intérêts du capital. Il montre le problème du choix du *contenu* même de la production, qui ne doit pas être pris pour un donné évident : pourquoi produire des voitures individuelles à changer tous les cinq ans, pourquoi produire des voitures individuelles tout court ? Pour accepter les conditions capitalistes de détermination de la production ?

« Rien, sinon la logique capitaliste, ne nous empêche de fabriquer et de rendre accessibles à tous des vêtements, des ustensiles, des appareils ménagers et des véhicules faciles à réparer, économes en énergie et qui durent toute une vie, en accroissant simultanément le temps libre et la quantité de biens d'usage dont une population dispose à un moment donné »[13].

Avec Ivan Illich, Gorz montre le caractère contre-productif de certaines des productions capitalistes: alors que la voiture était conçue comme un moyen de se déplacer plus rapidement, elle devient inefficace et dangereuse dès lors que son utilisation massive provoque des embouteillages et des nuisances. Les transports en commun semblent alors plus à même de satisfaire les besoins sociaux.

Si toute production est toujours destruction de ressources finies, il faut faire des choix pour organiser de façon optimale cette production, de façon à répondre au mieux aux besoins sociaux. Que choisir de produire ? La question paraît vertigineuse, mais à défaut de tenter d'y répondre collectivement, on laisse le marché et l'État capitalistes déterminer seuls le contenu légitime de la production.

Une écologie politique de l'autolimitation

Pour répondre à cette question, Gorz suggère de retrouver la norme du « suffisant », présente dans les sociétés précapitalistes et détruite à dessein par la production capitaliste au XIX^{ème} siècle. Il détaille d'abord comment le capitalisme l'a détruite, pour donner ensuite des pistes pour la reconstruire au sein d'un projet collectif.

La destruction par le capitalisme de la norme du suffisant s'est faite à deux niveaux : celui de la production et celui de la consommation. D'une part, le capitalisme a dépossédé les travailleurs de la maîtrise de l'appareil productif et du pouvoir de déterminer leurs conditions de travail, pour les faire travailler toujours plus, les empêchant de s'arrêter quand ils jugeaient suffisant le niveau de production ou de leurs revenus :

« C'est seulement en séparant les producteurs directs des moyens de production et du résultat de la production qu'il a été possible de leur faire produire des surplus dépassant leurs besoins et d'utiliser ces « surplus économiques » à la multiplication des moyens de production et à l'accroissement de leur puissance. A supposer, en effet, que les moyens de production industriels aient été développés originellement par les producteurs associés eux-mêmes, les entreprises seraient restées maîtrisables par eux, ils n'auraient cessé d'autolimiter *et* leurs besoins *et* la nature et l'intensité de leur travail. »[14]

D'autre part, le capitalisme a détruit la norme du suffisant dans le ressenti des besoins et partant, dans la consommation, en la stimulant artificiellement, que ce soit par une dégradation volontaire de la qualité des produits ou par des techniques de marketing visant à stimuler la demande. Ainsi le capitalisme a étendu sa domination à la force de travail et à sa reproduction, réduisant l'individu social à un « travailleur-consommateur (...) client du capital en tant qu'il dépend(ait) à la fois du salaire perçu et des marchandises achetées »[15].

Face à cette production et consommation artificielle, décrites dès les années 1960 par ses contemporains comme l'économiste américain Vance Packard, Gorz n'en appelle pas à la frugalité individuelle du sage élitiste qui détournerait son attention des stimulations du capitalisme. Il considère au contraire qu'il faut un projet politique pour instituer collectivement des normes communes du suffisant, applicables au travail et à la consommation : ce projet vise à redonner aux individus le droit et les moyens de choisir leur façon de vivre ensemble, de produire et de consommer. Inspiré de l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen, l'un des premiers à avoir alerté sur la finitude des ressources productives, Gorz propose la réduction de notre consommation de ressources. Gorz cherche alors à faire converger le marxisme et la décroissance, en théorisant deux contradictions du capitalisme : celle entre capital et travail et celle entre capital et nature. Le principe de maximisation-illimitation de la production, inhérent au capitalisme, entre en conflit irréconciliable avec la soutenabilité écologique parce que la dynamique d'accumulation du capital se heurte nécessairement aux limites physiques :

« Toute activité productive vit des emprunts qu'elle fait aux ressources limitées de la planète et des échanges qu'elle organise à l'intérieur d'un système fragile d'équilibres multiples. »[16]

Dès lors, Gorz propose de déterminer collectivement les limites de la production sociale et de la consommation. L'autolimitation dans la production et la consommation est conçue comme une composante de l'autonomie au cœur du projet écologique ainsi résumé : travailler moins, produire moins, consommer moins pour vivre mieux. Cette autolimitation implique-t-elle la privation de la satisfaction de certains besoins ? L'abandon de l'idéal de « progrès » de notre confort et niveau de vie ne constitue-t-il pas une régression inacceptable ?

Gorz répond à cette objection en deux temps : tout d'abord, même les économies capitalistes développées ne parviennent pas à satisfaire les besoins collectifs. Il déplore ainsi dès les années 1960-1970 que le marché et l'État capitalistes préfèrent investir dans les autoroutes et la téléphonie, secteurs lucratifs, plutôt que dans des logements durables et les services publics. La production capitaliste cherche d'abord à maximiser la valeur d'échange et ne répond qu'accessoirement à la valeur d'usage. Dès lors, en ôtant la production aux déterminations du capital, il serait possible de produire moins mais en produisant mieux :

« Nous serons *au moins* aussi bien habillés, chaussés, logés, transportés, lavés, etc., qu'aujourd'hui, tout en vivant *mieux mais autrement*. Car, avant tout, nous travaillerons beaucoup moins puisque les produits, beaucoup plus durables, seront fabriqués en quantités plus petites. La course au rendement, le travail abrutissant et affolant, les "cadences infernales" n'auront plus de raison d'être »[17].

Il rappelle que la dépendance quasi-totale au marché pour la satisfaction de nos besoins n'a rien d'évident. Ainsi, avant la Seconde guerre mondiale, un tiers de la population de l'Europe de l'Ouest produisait une partie de sa nourriture, savait entretenir son logement et ses instruments quotidiens :

« Une partie au moins de leurs besoins de base pouvaient être satisfaits par leurs propres moyens dans chacun des domaines fondamentaux que sont la nourriture, l'habillement, le logement, le transport, le soin aux malades et aux enfants, la protection de la vie et l'acquisition de compétences pratiques »[18].

Non seulement il serait possible de retrouver une partie de cette autoproduction, mais en plus ce serait subvertir la logique capitaliste qui cherche sans cesse à accentuer notre dépendance au marché en nous proposant de nouveaux produits :

« la croissance économique et le développement du capitalisme seraient paralysés si l'on ne pouvait convaincre les gens qu'ils ont des besoins croissants à satisfaire au moyen d'un éventail croissant de marchandises sophistiquées de plus en plus nombreuses ; et on ne pourrait convaincre les gens de ceci si on ne les avait pas d'abord rendus incapables de définir leurs propres besoins et de les satisfaire, au moins partiellement, au moyen d'une production autodéterminée. »[19]

Le projet d'autolimitation implique évidemment un changement radical dans l'organisation sociale de la production et de la distribution des ressources, ainsi que dans notre protection sociale. Actuellement, nous acceptons comme légitimes n'importe quel service ou bien créé par le marché ou l'État : il n'est pas question de dénoncer l'industrie militaire ou les livraisons de repas à domicile parce qu'ils créent de l'emploi, forment une identité professionnelle chez les travailleurs et leur garantissent ainsi, plus ou moins bien, des revenus et une protection sociale. Il faudrait que les livreurs aient de meilleures conditions de travail, non pas que les consommateurs soient capables de se passer de ces services en ayant le temps et les capacités de se faire à manger.

Gorz critique dès les années 1980 la marchandisation progressive de nouvelles activités, solution inventée par le capitalisme pour étendre son emprise à tous les domaines de notre existence. Plutôt que d'inventer des emplois artificiels pour occuper à tout prix la main d'œuvre, il propose de revoir notre conception de l'État-social fondé sur l'emploi, ce pourquoi il souscrit, à partir de 1995, au revenu universel, envisagé comme moyen de garantir des ressources et une protection sociale sans soumission antérieure au marché de l'emploi.

Le revenu universel : une solution écologique ?

Le revenu universel serait-il un moyen de mettre en place cette écologie radicale ? Cette question n'est pas soulevée par les textes du recueil mais mérite d'être posée pour penser les moyens de mettre en œuvre une telle écologie.

Gorz soutient le revenu universel à partir des années 1990 en raison des transformations productives. Il constate la continuité de l'augmentation des gains de productivité en raison des nouvelles techniques d'information et de communication et la réduction du besoin de travail vivant. Dès lors, la main d'œuvre est transférée dans l'industrie des services où se développent des emplois de « serviteurs » qui marchandisent des activités quotidiennes d'entretien et de soin que les travailleurs aisés délèguent à des travailleurs précaires. Gorz analyse aussi, dans *L'Immatériel*, le passage à une économie de la « connaissance » où le travail n'est plus simple force mise à disposition d'un employeur pendant une durée déterminée.

Dès lors, Gorz défend une version « de gauche » du revenu universel, d'un montant suffisant pour vivre et accompagné d'institutions pour éviter l'inflation[20]. Il le conçoit comme un moyen de délier protection sociale et emploi : les individus n'auraient plus à se soumettre au marché du travail pour obtenir des ressources et des droits sociaux. Dès lors, il permettrait de se réapproprier le temps de vie, jusque-là soumis à la production

capitaliste ou aux normes étatiques d'attribution des mécanismes de protection sociale. Cela favoriserait aussi l'auto-production et le développement des projets autonomes, ôtant ainsi des activités du marché économique.

Si Gorz défend le revenu universel, c'est parce qu'il autoriserait la transition vers un nouveau paradigme productif, où le travail serait une moindre part de notre vie parce que nous réduirions la production, donc le besoin de travail, en même temps que notre consommation et notre besoin de revenus. Mais le revenu universel peut aussi être considéré comme une solution écologique pour renverser la société capitaliste. En effet, en garantissant aux individus des ressources indépendamment de l'activité productive effective, il pourrait permettre de réduire la part de la production qui ne répond pas à des besoins sociaux et qui n'existe que pour augmenter production et profit.

Il permettrait d'engager la discussion collective sur le contenu de la production sociale et des besoins sociaux à satisfaire, avec un rapport de forces favorables aux travailleurs qui pourraient choisir de quitter leurs *bullshit jobs*^[21] ou leurs emplois précaires. Gorz le décrit ainsi dans *L'immatériel* :

« sa fonction est (...) de restreindre la sphère de la création de valeur au sens économique en rendant possible l'expansion d'activités qui ne créent rien que l'on puisse acheter, vendre, échanger contre autre chose, rien donc qui ait une valeur (au sens économique) – mais seulement des richesses non monnayables ayant une valeur intrinsèque. En libérant la production de soi des contraintes de la valorisation économique, le revenu d'existence devra faciliter le plein développement inconditionnel des personnes au-delà de ce qui est fonctionnellement utile à la production. »^[22]

Ce n'est évidemment pas une solution magique qui résoudrait immédiatement les difficultés que représente la révolution écologique et il soulève de multiples questions, comme celle de son financement, qui semble présupposer que se maintienne une production de valeur sur le marché capitaliste, susceptible d'être taxée par l'État. Mais il garantirait déjà à tous des ressources suffisantes pour vivre – ce que ne fait pas le marché de l'emploi aujourd'hui qui entretient entre 1 et 2 millions de travailleurs pauvres en France – et il donnerait aux travailleurs le pouvoir de choisir leurs activités productives de façon plus indépendante du marché de l'emploi capitaliste. Bien sûr, il implique une révolution culturelle pour éviter de n'être qu'un outil de soutien à la consommation capitaliste :

« Où apprendront-ils l' "aptitude au temps libre" ? Qui les aidera à développer leur aptitude à l'auto-activité et à l'auto-apprentissage, à l'auto-organisation ? S'ils ont été socialement et culturellement conditionnés à tout attendre de l'emploi, où et comment trouveront-ils les repères qui leur permettent de s'orienter dans un monde éclaté, sans règles communes, et d'y définir leurs règles, leurs liens et leurs buts communs propres ? »^[23]. Mais en tout cas, il permettrait aux travailleurs et citoyens de reprendre du pouvoir sur la détermination de la production sociale et de la consommation ainsi que sur leurs formes d'existence, enjeux cruciaux d'un projet écologique d'émancipation.

Conclusion

Comme en témoignent ces textes de 1964 à 2006, Gorz alerte toute sa vie sur la nécessité d'une écologie anticapitaliste radicale :

« L'écologie, c'est comme le suffrage universel et le repos du dimanche : dans un premier temps, tous les bourgeois et tous les partisans de l'ordre vous disent que vous voulez leur ruine, le triomphe de l'anarchie et de l'obscurantisme. Puis, dans un deuxième temps, quand la force des choses et la pression populaire deviennent irrésistibles, on vous accorde ce qu'on vous refusait hier et, fondamentalement, rien ne change»[24].

Il met déjà en garde contre l'appropriation capitaliste de l'urgence écologique, qui peut passer par trois horizons mythiques : le capitalisme sans croissance, la transition écologique qui ne remettrait pas en question la logique capitaliste et la sauvegarde des emplois par une économie de services qui marchandise sans cesse de nouvelles activités, comme la livraison de repas à domicile et la promenade du chien.

Son projet écologique d'autolimitation peut se résumer ainsi : déterminer collectivement la production sociale selon des impératifs de satisfaction de besoins sociaux et non de maximisation de la valeur d'échange pour réduire l'emprise du marché économique sur nos vies, qui ne se réduisent pas aux fonctions de travailleur-consommateur.

Tout cela est trop utopique, dira-t-on ? Gorz répond lui-même à cette objection du capitalisme qui monopolise l'argument pragmatique réaliste :

« L'utopie ne consiste pas, aujourd'hui, à préconiser le bien-être par la décroissance et la subversion de l'actuel mode de vie ; l'utopie consiste à croire que la croissance de la production sociale peut encore apporter le mieux-être, et qu'elle est matériellement possible. »[25]

Notes

[1] Comme en témoigne par l'exemple la discussion entre [Pierre Charbonnier](#) et [Aurélien Berlan](#) au sujet du livre du premier. Sur Leur écologie et la nôtre, voir également la [lecture de Razmig Keucheyan](#).

[2] Voir à ce sujet les recherches de l'historien Stéphane François qui montre la place de l'écologie dans les courants de droite, notamment *L'écologie politique : une vision du monde réactionnaire ?* Paris, Cerf, 2012 et « L'extrême droite française et l'écologie. Retour sur une polémique », *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, 2016/2 (N° 44), p. 187-208.

[3] Hans Jonas, *Le principe responsabilité*, Paris, Flammarion, 2013.

[4] Cité par Stéphane François : Charles Champetier, « La droite et l'écologie », in Arnaud Guyot-Jeannin (dir.), *Aux sources de la droite. Pour en finir avec les clichés*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 2000, p. 56.

[5] André Gorz, *Leur écologie et la nôtre*, Paris, Le Seuil, 2020, p. 59-60.

[6] *Ibid*, p. 296.

[7] Andreas Malm, *L'Anthropocène contre l'histoire*, Paris, La Fabrique, 2017.

[8] André Gorz, *Leur écologie et la nôtre*, *op. cit.*, p. 275.

[9] *Ibid*, p. 284.

[10] *Ibid*, p. 285.

[11] *Ibid*, p. 125. Nous soulignons.

[12] *Ibid*, p. 214-215.

[13] *Ibid*, p. 193.

[14] *Ibid*, p. 131.

[15] *Ibid*, p. 133-134.

[16] *Ibid*, p. 189.

[17] *Ibid*, p. 209.

[18] *Ibid*, p. 262-263.

[19] *Ibid*, p. 265.

[20] Contre une version de « droite » du revenu universel, soutenue par exemple par Milton Friedman, qui serait une béquille au marché de l'emploi et de la consommation.

[21] David Graeber, *Bullshit Jobs*, Paris, LLL, 2018. Voir aussi [notre recension pour Implications philosophiques](#), juillet 2019

[22] André Gorz, *L'immatériel*, Paris, Galilée, 2003, p. 31.

[23] André Gorz, *Leur écologie et la nôtre*, *Ibid*, p. 327.

[24] *Ibid*, p. 175.

[25] *Ibid*, p. 191.

Lire hors-ligne :

